

LES REFORMES FOUCHET

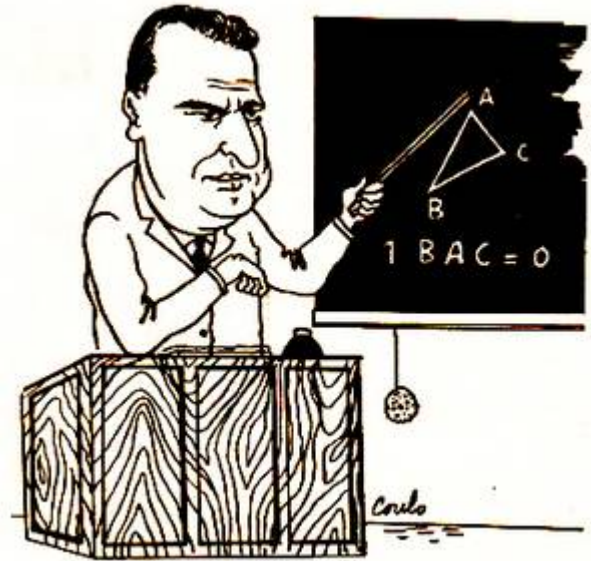
Improvisation et incohérence

OU sont donc les avantages de cette continuité et de cette stabilité dont les admirateurs et serviteurs du régime gaulliste font si souvent et si bruyamment l'éloge ?

Ce n'est pas, en tout cas, dans le domaine de l'Education nationale que nous pouvons en constater les effets bienfaisants, M. Fouchet a beau s'en défendre, les décisions annoncées après le Conseil des ministres du 9 septembre laissent l'impression que le gouvernement a agi comme si, après le scandale du baccalauréat, il voulait simplement se donner l'air de « faire quelque chose » c'est-à-dire n'importe quoi. On cherche en vain, dans l'exposé du ministre devant la presse, les fils conducteurs d'une réforme d'ensemble et d'un plan cohérent. Comme si souvent dans le passé, nous en sommes restés au stade des mesures partielles et improvisées, parfois incohérentes.

On a beau tourner et retourner dans tous les sens les propos de M. Fouchet, on n'en dégage finalement que deux mesures précises, mais négatives : suppression de l'examen probatoire, suppression de l'année de propédeutique dans les facultés. En même temps, le ministre constate que, jusqu'ici, l'orientation, tant au cours des années de l'enseignement secondaire qu'à l'entrée du supérieur, a mal fonctionné. Mais, ayant fait cette constatation et ayant supprimé deux examens qui sont tout de même une manière de sélection, il n'apporte aucune précision sur les méthodes qui devraient dans l'avenir permettre une orientation plus rationnelle. On tâchera de faire mieux qu'auparavant, dit-il en substance. Mais comment ? Il se garde bien de nous donner des indications nettes sur ce point, pourtant essentiel.

Bref, il ne serait pas excessivement sévère de dire que M. Fouchet a été conduit par ses méditations des mois d'été à se tenir le raisonnement suivant :



« Nous sommes débordés. La poussée démographique d'après guerre, d'une part, le mouvement naturel des sociétés industrielles modernes, d'autre part, conduisent chaque année de plus en plus d'enfants dans l'enseignement du second degré et les incitent à faire des études beaucoup plus longues qu'autrefois. La marée atteint aussi l'enseignement supérieur. Or, nous n'avons ni assez de maîtres ni assez d'établissements pour faire face à ces besoins. Nous avons chaque année de plus en plus de mal à organiser correctement les épreuves du baccalauréat, de plus en plus de mal à trouver des salles de cours pour les étudiants de propédeutique. Qu'à cela ne tienne ! Supprimons au moins la première partie du baccalauréat, supprimons la propédeutique. Pour le reste, on avisera plus tard. Aux professeurs, en attendant de nouvelles réformes et instructions, de se débrouiller comme ils pourront. Moi, du moins, je serai enfin débarrassé de ces deux casse-tête qui, périodiquement, mettent le

ministre de l'Education nationale sur la sellette. »

A ceux qui seraient tentés de nous accuser d'exagération et de malveillance systématique, nous recommandons de relire ce que les journaux ont rapporté de la conférence de presse tenue par M. Fouchet après le Conseil des ministres.

Qu'on nous entende bien. Nous savons que tout ne peut être fait à la fois. Notre édifice scolaire et universitaire est si complexe et si inadéquat aux exigences présentes qu'on ne peut le reconstruire miraculeusement pendant les mois de vacances. Il serait démagogique de reprocher au gouvernement de n'avoir pas fait surgir du jour au lendemain tous les locaux scolaires et toutes les universités dont le pays a besoin, ni de n'avoir pas préparé en quelques mois tous les professeurs qui sont aujourd'hui nécessaires à des enfants et à des jeunes gens de plus en plus nombreux et poursuivant plus longtemps leurs études.

Mais ce qu'on est en droit d'exiger d'un gouvernement, de tout gouvernement, et surtout d'un régime qui se vante de pouvoir, par sa stabilité, concevoir et exécuter de grands desseins, c'est de nous apporter un plan cohérent dont l'application exigera de nombreuses années, mais qui donnera un sens clair à toutes les mesures partielles entrant en application d'une année à l'autre.

Prenons, pour préciser, un exemple : le problème de l'orientation et de la sélection. M. Fouchet en a beaucoup parlé. C'est en effet un problème que doivent se poser tous les réformateurs audacieux. Mais orienter, n'est pas éliminer ; c'est offrir un choix de voies différentes selon les aptitudes et les vocations. Aussi longtemps qu'on parle d'orientation et de sélection sans créer des établissements de nouveau type, ou bien on parle pour ne rien dire, ou bien on est conduit à pratiquer un véritable malthusianisme de l'éducation en limitant le nombre des élèves ou des étudiants pouvant accéder à un enseignement dont

les structures n'auront pas été profondément modifiées. Dans le premier cas, on prolonge la confusion et le désordre d'aujourd'hui ; dans le second, on tourne le dos à la démocratisation.

Voyons de plus près encore pour faire toucher la réalité. M. Fouchet a déclaré qu'il fallait organiser une sélection plus rigoureuse à la fin du premier cycle de l'enseignement du second degré et éviter que des jeunes gens encombrant le second cycle traditionnel au risque de s'engager dans une impasse et de ne jamais parvenir au baccalauréat ou à la rigueur, de ne le « décrocher » qu'à grand-peine. Soit ! L'idée en soi n'a rien de scandaleux. Mais dans l'état actuel des choses, en raison de la crise de l'enseignement technique de son insuffisance scandaleuse, fermer la porte du second degré à un élève risque d'aboutir à le jeter à la rue dans la majorité des cas. De la même manière, dans l'état actuel des choses, on ne sait pas exactement ce que deviendrait ceux des bacheliers qu'on jugerait inaptes à l'enseignement supérieur ; les instituts de formation professionnelle supérieure auxquels le ministre a fait allusion ne sont encore qu'un très vague projet ; or, on nous a annoncé cependant pour l'été 1966, c'est-à-dire dans moins de deux ans, une sélection plus sévère à l'entrée dans les facultés, où tous les bacheliers ne seraient plus automatiquement admis.

Il est vrai qu'avec la suppression de l'examen probatoire et le rétablissement d'une session en septembre, le baccalauréat lui-même serait sans doute rendu plus facile. Ainsi l'incohérence des mesures du 9 septembre atténuera quelque peu ce qu'elles recèlent d'inquiétant. Mais nous n'aurons pas fait un pas vers une véritable réforme.

Sur ce terrain, si elle le veut, l'opposition a une partie facile à jouer. M. Fouchet lui offre de bonnes occasions de contre-attaquer.

Robert Verdier.